

SAVOIR-FAIRE OU SAVOIRS ?

Comment la sélection paysanne questionne le statut des savoirs traditionnels

Jacques Caplat

Association d'histoire des sociétés rurales | « Histoire & Sociétés Rurales »

2016/2 Vol. 46 | pages 125 à 153

ISSN 1254-728x

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-histoire-et-societes-rurales-2016-2-page-125.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Association d'histoire des sociétés rurales.

© Association d'histoire des sociétés rurales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

SAVOIR-FAIRE OU SAVOIRS ? Comment la sélection paysanne questionne le statut des savoirs traditionnels

Jacques CAPLAT

*Agronome, doctorant en ethnologie – CAMS-EHESS
190-198, avenue de France, 75244 Paris Cedex 13
jacques.caplat@ehess.fr*

Résumé : Les techniques paysannes sont souvent désignées comme des savoir-faire empiriques, par opposition aux savoirs élaborés des scientifiques et des lettrés. Cette opposition est le témoin et l'outil d'une organisation symbolique, scientifique, sociale, économique et politique. Plusieurs exemples contemporains de « sélection paysanne » des plantes illustrent comment les pratiques paysannes collectives peuvent conduire à la fois à élaborer des connaissances et à remettre en question les rapports scientifiques et sociaux entre acteurs agricoles. « L'anthropologie des savoirs » permet de dégager les principales caractéristiques et fonctions des savoirs, et de remettre en cause les hiérarchies notamment basées sur l'opposition entre oral et écrit. À cette lumière, nous constatons que la sélection paysanne relève bien d'une élaboration délibérée et savante, surtout lorsqu'elle dépasse l'approche conservatrice et patrimoniale. Dès lors, les savoirs paysans reprennent place dans une dynamique sociale continue, qui pourrait renouveler notre regard sur les écrits historiques des derniers siècles.

Mots clés : *Savoirs, savoir-faire, sélection paysanne, Réseau Semences Paysannes, rapports de pouvoir, écrit, oralité, anthropologie.*

DANS LES RAPPORTS SOCIAUX complexes qui relient la paysannerie aux autres catégories sociales, la place des savoirs et des techniques est cruciale. La maîtrise, la qualification et la reproduction des savoirs sont un outil de pouvoir essentiel¹. À ce titre, il ne peut pas être innocent de qualifier couramment les pratiques paysannes de « savoir-faire », ce qui implique une position de subordination par rapport à d'autres savoirs supposément scientifiques à part entière.

Les gestes, pratiques et stratégies agronomiques mis en œuvre par les paysans relèvent-ils vraiment de savoir-faire empiriques, ou découlent-ils

1. STENGERS, 1997.

d'expérimentations intentionnelles et de savoirs construits ? Cette question renvoie à la fois à des notions d'anthropologie (en particulier d'anthropologie des connaissances), de développement et d'agronomie, et peut ouvrir des perspectives intéressantes pour la recherche en histoire rurale.

Nous tenterons de l'éclairer à partir de l'exemple de la sélection paysanne, c'est-à-dire des initiatives de sélection végétale par les paysans eux-mêmes (qu'ils soient seuls ou en partenariat avec des chercheurs institutionnels). L'émergence de mouvements en faveur des « semences paysannes » est en elle-même un exemple instructif de confrontation entre le monde paysan et les institutions politiques, scientifiques et économiques, comme nous le verrons à partir d'initiatives indiennes, brésiliennes et françaises. Un détour nécessaire par l'anthropologie des connaissances nous permettra de caractériser les différents types de savoirs, les questions soulevées par les typologies habituelles, l'imbrication étroite entre savoir et pouvoir, et le leurre que représente l'opposition entre savoirs écrits et savoirs oraux. À cette lumière, il sera possible d'identifier au sein des démarches de sélection paysanne des caractères typiques des savoirs construits, et d'en ébaucher les conséquences politiques et sociales.

Au-delà de renouveler le regard porté sur les pratiques paysannes, cette réflexion d'un agronome et anthropologue espère contribuer à questionner les travaux d'histoire rurale et à suggérer des passerelles et des débats entre anthropologie et histoire.

La sélection végétale ou le savoir centralisé

Une sélection gérée par les « scientifiques »

L'une des caractéristiques les plus constantes de l'agriculture contemporaine de l'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord est la centralisation et la standardisation de la sélection végétale. L'essentiel des semences et des plants utilisés par les agriculteurs est en effet produit par des entreprises spécialisées, et regroupé dans des catalogues institutionnels dans lesquels les agriculteurs choisissent les variétés qu'ils souhaitent acheter et cultiver. Cette organisation s'impose progressivement à l'Europe de l'Est depuis les années 2000, notamment via l'intégration à l'Union européenne. Elle tend également à être introduite dans les législations nationales de la plupart des pays émergents et en développement, d'autant qu'elle était déjà au cœur de la révolution verte, mise en œuvre d'abord en Inde à la fin des années 1960 puis dans un grand nombre de pays du Sud : le paysan achète dès lors chaque année des semences standardisées supposées très performantes, qui nécessitent une uniformisation des conditions de culture par les engrais et pesticides.

Ce schéma, où la semence est devenue un intrant que l'agriculteur achète à l'extérieur de sa ferme, ne va pas de soi. Il s'est construit progressivement en Europe à partir du milieu du XIX^e siècle, dans une triple dynamique de standardisation, d'institutionnalisation et de privatisation de la sélection végétale. Il ne se serait probablement pas constitué sans la reconnaissance, au début du XIX^e siècle, des agronomes en tant que savants spécialisés dans l'agriculture, par glissement d'un terme précédemment employé pour désigner des administrateurs ruraux². Devenue une science et promue par les « sociétés agricoles », l'agronomie s'inspire alors largement de la philosophie positiviste d'Auguste Comte et des découvertes de Justus von Liebig en matière de chimie organique³, même si ce dernier sera rapidement très critique sur l'utilisation faite de ses travaux⁴. Ce rappel des bases réductionnistes de l'agronomie du XIX^e siècle est nécessaire car elles jouent un rôle crucial dans la sélection végétale. Aujourd'hui encore, la sélection « savante » qui fournit la quasi-totalité des semences utilisées dans l'agriculture européenne s'appuie sur une décomposition analytique des caractères végétaux et sur l'étude de leurs réponses aux stimuli du milieu et des intrants, à partir du schéma de sélection individuelle élaboré en 1856 par Louis de Vilmorin⁵. La clef de voûte de cette démarche fut la progression rapide de la génétique, qui a fourni des outils méthodologiques pour rationaliser la sélection à partir de modèles prédictifs – ce, dès la redécouverte et popularisation des travaux de Johann Gregor Mendel au début du XX^e siècle et bien avant même la découverte de l'ADN. À partir du début du XX^e siècle, les agronomes se sont ainsi considérés les plus aptes à mener une sélection véritablement scientifique et volontariste⁶. Il n'est pas indifférent de constater que les variétés issues de cette sélection savante sont désignées sous le terme de « variétés améliorées », ce qui traduit clairement la conviction que la sélection traditionnelle était de qualité médiocre et que l'intervention des agronomes a permis une amélioration sensible⁷.

Une sélection centralisée et normée

Ce mouvement s'est structuré pendant et après la Seconde Guerre mondiale en France, aboutissant à un schéma vertical extrêmement rigide, renforcé par une réglementation normative : un agriculteur ne peut acquérir une semence qu'à la condition qu'elle soit inscrite au *Catalogue*

2. Définition sur le site « Trésor de la langue française informatisé », <http://atilf.atilf.fr/>

3. VON LIEBIG, 1841.

4. VON LIEBIG, 1857.

5. DE VILMORIN, 1856.

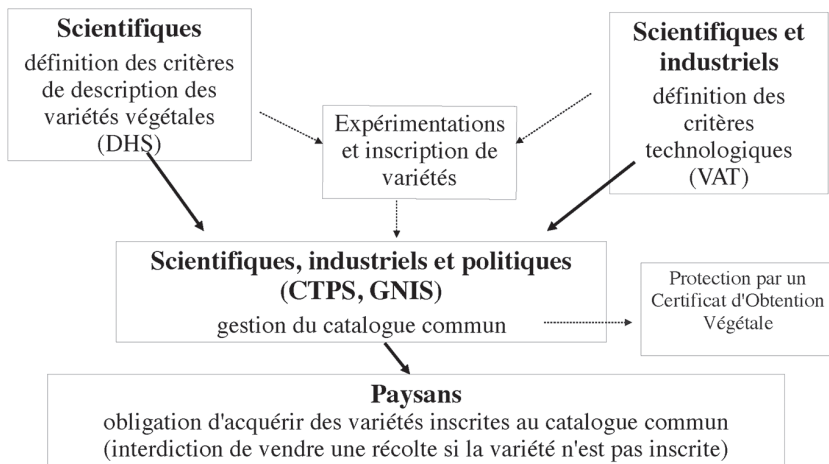
6. GRALL et LÉVY, 1985 ; BRAC DE LA PERRIÈRE, 2014.

7. CAPLAT, 2011.

officiel des espèces et variétés végétales, généralement désigné sous le terme de « catalogue commun ». En outre, une variété ne peut être inscrite qu'à la condition de satisfaire des exigences strictes en matière de description phénotypique (les critères DHS : distinction, homogénéité, stabilité) et de qualité agronomique (les critères VAT : valeur agronomique et technologique, devenus depuis 2012 VATE par l'ajout d'un critère environnemental), ce qui consacre l'approche agronomique réductionniste et exclut les variétés dites « de population », c'est-à-dire présentant une diversité génétique interne comparable à celle des espèces sauvages. Cette institutionnalisation autour de critères scientifiques normés a permis une centralisation puis une privatisation de la sélection végétale. En effet, les essais pluriannuels imposés préalablement à toute inscription sont très coûteux (10 000 à 15 000 euros par variété), et quelques entreprises semencières industrielles ont progressivement racheté les anciennes structures artisanales et supplantent des programmes publics en déclin⁸.

Figure 1.
Schéma simplifié de la gestion de la sélection végétale en France

CTPS : comité technique permanent de la sélection ;
GNIS : groupement national interprofessionnel des semences et plants



Il convient de rappeler que ces choix ont d'abord été réalisés dans une volonté à la fois de promouvoir une amélioration des plantes cultivées et

8. Selon l'association ETC Group, en 2008, six entreprises contrôlaient 60 % du marché mondial des semences (Monsanto, DuPont/Pioneer, Syngenta, Limagrain, Land O'Lakes, KWSAG) : ETC GROUP, 2008.

d'assurer la sécurité sanitaire des semences échangées. Le présupposé selon lequel seuls les agronomes seraient capables d'améliorer les lignées végétales sera largement discuté plus bas. Le contrôle du commerce des semences a quant à lui joué un rôle très positif en matière de sécurité sanitaire, en évitant la diffusion de graines infestées ; il pourrait toutefois ne pas être directement relié aux méthodes de sélection puisqu'il peut se concevoir indépendamment de celles-ci.

À partir des années 1960, le schéma français s'est généralisé à l'ensemble de l'Union européenne. Il est maintenant copié dans un grand nombre de pays du Sud, et sert de plus en plus de référence internationale.

Renaissance de la sélection paysanne

Avant cette transformation récente, ce sont bien les paysans qui ont géré, seuls pendant 10 000 ans, la sélection végétale. L'adaptation de plantes sauvages puis l'évolution de leurs descendantes cultivées ne relevaient pas d'un dessein institutionnel dont les agriculteurs auraient été des exécutants, mais bien de pratiques collectives organisées. Des mouvements récents, souvent en réaction à l'agriculture conventionnelle dominante, font réapparaître ces pratiques ou les replacent sur le devant de la scène, ce qui permet d'en étudier les ressorts. Un nombre croissant de travaux, aussi bien d'agronomes que d'anthropologues, constate à quel point la sélection par les paysans reste fortement présente en Inde⁹ ou en Amérique centrale et du Sud¹⁰, et se développe à nouveau parmi les paysans biologiques ou en agroécologie¹¹.

Inde et Brésil : des exemples de réappropriation de la sélection par les paysans

Au nord de l'Inde, dans les montagnes du Garwhal appartenant alors à l'État de l'Uttar Pradesh (région autonomisée depuis 2000 et nommée depuis 2007 Uttarakhand), des communautés paysannes s'étaient réunies dans les années 1970 dans un mouvement de lutte pacifique contre le déboisement de l'Himalaya, le *Chipko Andolan*. D'inspiration gandhienne, ce mouvement décentralisé a conduit les habitants de ces villages pauvres à s'organiser et croire en leurs ressources. Il fut dissous en 1983 après avoir obtenu satisfaction. Dans les années qui ont suivi, plusieurs anciens permanents du *Chipko Andolan* se sont aperçus que les plantes dites « améliorées » qu'ils cultivaient désormais, et dont ils achetaient les

9. CAMMELLI, 2009 ; PIONETTI, 1998.

10. MACHADO, 2002.

11. DEMEULENAERE, 2013 ; CAPLAT, 2011.

semences aux industries spécialisées, n'étaient plus adaptées à leurs terroirs et avaient créé des systèmes de cultures fragiles. Le sol et le milieu étaient à nouveau menacés, non plus par le déboisement mais par les nouvelles techniques et les variétés standardisées.

Ils ont alors créé le *Beej Bachao Andolan* (« mouvement pour sauver les semences »). Toujours dans une dynamique gandhienne et non-hiérarchisée, ce mouvement a entrepris de collecter les variétés anciennes encore présentes dans certains villages de montagne, de les réhabiliter et de les remettre en culture. En parallèle, le BBA a remis au goût du jour le système traditionnel de culture, la *baranaja*, basée sur l'association de douze espèces ou variétés différentes dans la même parcelle : ces deux dynamiques sont intimement liées. Il a également organisé en 1998 une grande marche dans l'Uttar Pradesh sur le modèle du *satyagraha* gandhien, pour sensibiliser la population, très majoritairement agricole, à la nécessité de sauvegarder les variétés anciennes. Conçu comme un réseau sans chef, le BBA se décline en groupes qui se réunissent deux fois par an au sein d'un village donné, et en délégations qui rencontrent chaque mois des villages voisins. Lors de ces rencontres, des semences sont échangées entre voisins et entre communautés comme cela était le cas avant la « révolution verte ». Le mouvement refuse tout financement, à l'exception d'aides individuelles de personnes souhaitant soutenir leur travail et devenant de ce fait des « amis » du groupe : il s'agit bien d'une dynamique décentralisée, locale, indépendante de l'État et de toute structure organisée extérieure. Alors que les échanges de semences, qui sont au cœur de l'action du BBA, sont aujourd'hui illégaux en Inde, le mouvement a pourtant reçu en 1998 le prix *Sanskriti Sammaan*¹².

Pour ces paysans indiens, l'autonomie alimentaire est indissociable de l'acquisition d'une autonomie technique, elle-même profondément liée à l'autonomie spirituelle et politique. Leurs choix de sélection (privilégier les graines de tel pied plutôt que d'un autre) sont le reflet d'une organisation du monde, et contribuent à reproduire cette organisation. Ainsi, un pied capable de supporter le voisinage d'une autre espèce sera privilégié à un pied potentiellement plus productif mais entrant en compétition avec les espèces voisines : il y a bien là une orientation réfléchie et structurée.

La démarche des paysans brésiliens de l'État de Rio comporte des points communs et d'importantes différences. Ici encore, des communautés paysannes ont constaté en 1984 que les semences industrielles de maïs étaient inadaptées à leurs conditions de culture. Mais au lieu d'agir et de s'organiser seuls, ils ont sollicité un centre de recherche agronomique public.

12. CAMMELLI, 2009.

Créé à la suite d'une réforme agraire, le *mutirão* Sol da Manhã¹³ se retrouvait à l'époque dans une impasse technique, car les variétés de maïs hybride issues de la Révolution verte se révélaient totalement inadaptées à leurs conditions de culture (sécheresses récurrentes, températures élevées, terres sableuses appauvries), tandis que les variétés anciennes avaient pratiquement disparu de la région. Ces paysans ont alors contacté l'agronome Altair Machado, de l'EMBRAPA¹⁴. Le dispositif qui fut mis en place visait non seulement à retrouver des variétés anciennes de maïs, mais surtout à les adapter en tenant compte à la fois des écosystèmes de culture, des stress environnementaux, des savoirs paysans et des débouchés commerciaux. Il s'agissait d'abord d'un dispositif informel, puis d'une recherche officielle au sein de l'EMBRAPA à partir de 1988. Le programme élaboré conjointement relève d'une véritable démarche de sélection participative au sens premier du terme, c'est-à-dire que les paysans définissent eux-mêmes les objectifs et les critères de la sélection, et ne viennent pas simplement évaluer *a posteriori* un travail réalisé par des scientifiques.

Ce programme a été une telle réussite qu'il est aujourd'hui élargi à dix-sept États brésiliens¹⁵ et implique 650 000 familles paysannes et une vingtaine de chercheurs. Outre le maïs, il concerne désormais le manioc, le soja, le riz, la pomme de terre, l'arboriculture et l'horticulture. Cité en exemple au sein de la FAO¹⁶, il a même conduit à faire évoluer la législation brésilienne sur les semences. En effet, face au succès de la première variété issue de ce travail (le maïs Sol da Manhã, nommé d'après la communauté ayant initié le partenariat) et à l'impossibilité de l'inscrire dans la réglementation alors en vigueur, le gouvernement brésilien a révisé sa loi sur l'inscription des variétés. Avant cette révision de 2002, le catalogue officiel des variétés agricoles au Brésil n'acceptait que les variétés améliorées issues de l'industrie, et les critères d'inscription étaient uniquement morphologiques et agronomiques. Depuis la révision, les variétés locales et les variétés traditionnelles peuvent également être inscrites dans le catalogue – leurs semences restant de toute façon échangeables entre agriculteurs même sans inscription. Les critères environnementaux, sociaux et culturels

13. Communauté paysanne « soleil du matin ».

14. L'*Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária* (entreprise brésilienne de recherche agricole) est un organisme de recherche public, sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement du Brésil.

15. Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Paraná, São Paulo, Rio de Janeiro, Espírito Santo, Minas Gerais, Goiás, District Fédéral, Bahia, Sergipe, Alagoas, Pernambuco, Paraíba, Rio Grande do Norte, Ceará et Maranhão.

16. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

sont désormais pris en compte pour l'inscription ; il est ainsi possible de définir une variété comme « traditionnelle » à condition de préciser la nature de cette tradition¹⁷.

Le Réseau Semences Paysannes

Un autre mouvement s'est développé depuis une douzaine d'années en France. Créé formellement en 2003 après un grand rassemblement paysan à Auzeville, le Réseau Semences Paysannes est la convergence de plusieurs dynamiques.

La première relève d'une lutte réglementaire. Plusieurs syndicats agricoles minoritaires¹⁸ s'étaient réunis depuis les années 1990 dans la Coordination pour la défense des semences de ferme (CNDSEF) afin de défendre le droit des paysans à ressemer leur récolte, contesté par plusieurs lois nationales et directives européennes. Cette question s'est déclinée sous une forme nouvelle à partir de 2002, lorsque les agriculteurs biologiques ont été confrontés à la préparation d'un nouveau règlement européen les obligeant à utiliser exclusivement des semences produites en agriculture biologique (et non plus simplement « non-traitées après récolte » comme il était toléré jusqu'alors, faute d'existence d'une offre de semences multipliées en bio). Cette règle, dont ils acceptaient le principe et qu'ils avaient même réclamée auprès de l'Union européenne, se heurtait dans l'immédiat à une impossibilité technique puisque les semenciers ne proposaient qu'une minuscule gamme de semences biologiques, incapable de couvrir la diversité des besoins de l'agriculture biologique. La plupart des paysans biologiques ne pourraient donc pas disposer de variétés adaptées à leurs conditions géoclimatiques ou leurs choix techniques et commerciaux. Faute de voir les semenciers industriels proposer une gamme suffisante en bio, les organisations paysannes biologiques (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, Nature & Progrès, Mouvement de Culture Bio-Dynamique) et la Confédération paysanne ont alors engagé un travail de collecte et de valorisation des variétés sélectionnées directement dans les fermes. En parallèle, ces organisations ont approfondi et renouvelé leur lutte syndicale contre les législations interdisant la sélection paysanne.

La deuxième dynamique provient d'agriculteurs isolés ou de tout petits groupes locaux, qui avaient conservé des variétés anciennes de légumes (souvent en lien avec des semenciers artisanaux), de blé, de maïs, etc. Il

17. MACHADO, 2014 ; COLLECTIF, 2009 ; MACHADO, 2006.

18. Confédération paysanne, Coordination rurale, MODEF, organisations de l'agriculture biologique (FNAB, Nature & Progrès, Mouvement de culture bio-dynamique), syndicat des trieurs à façon.

s'agissait là de savoirs et de lignées végétales souvent transmis à travers les générations, ou retrouvés par des paysans soucieux de leur patrimoine local. Lors du colloque d'Auzeville en 2003, ces groupes ont partagé leurs savoirs, leur enthousiasme et leurs questions techniques, et l'amalgame entre ces deux dynamiques a donné naissance au Réseau Semences Paysannes.

Un troisième type d'acteurs s'est presque immédiatement agrégé à son tour : les collectionneurs de variétés anciennes. Ils étaient parfois en lien avec des semenciers artisanaux (légumes), parfois sous forme d'associations de citoyens et jardiniers (arbres fruitiers). Une partie des sélectionneurs paysans cités plus haut pourraient également être comptés dans cette catégorie plus « patrimoniale », mais ils ont généralement rapidement évolué vers la revendication d'une sélection adaptative plutôt que conservatrice. Le RSP réunit en 2016 plus de 70 organisations, qui vont des syndicats paysans et biologiques nationaux et régionaux jusqu'aux associations de jardiniers ou de conservation de variétés anciennes en passant par des semenciers artisanaux.

De la conservation patrimoniale à l'évolution adaptative

À l'image d'un courant notable du mouvement de réhabilitation des savoirs traditionnels (voir plus bas), plusieurs organisations membres du Réseau Semences Paysannes ont, dans un premier temps, valorisé les notions de conservation et de patrimoine. Les variétés végétales non-inscrites au catalogue officiel pouvaient en effet être définies comme des « variétés anciennes », puisqu'il n'existait pratiquement plus de sélection paysanne récente. Le choix de recourir à des variétés non-standardisées et ayant conservé une capacité évolutive conduisait *de facto* à partir à la recherche de variétés anciennes et à les remettre en culture. D'un constat factuel, cette dimension patrimoniale devenait facilement une valeur en soi. Comme il s'agissait de disposer de plantes adaptées au territoire de culture, il était en outre tentant de parler de variétés « locales », d'autant que leur nomenclature fait très fréquemment référence à un lieu précis.

Cette approche patrimoniale était notamment portée par des groupes de jardiniers ou de citoyens œuvrant à la conservation de variétés anciennes d'arbres fruitiers. Il en allait différemment pour les groupes d'agriculteurs biologiques, confrontés à un besoin concret de plantes capables de s'adapter aussi bien à des milieux naturels en évolution qu'à des techniques différentes de celles de leurs ancêtres, notamment du fait de la mécanisation et de l'évolution des filières économiques. C'est ainsi que, dès 2003-2004, a été exprimée la notion de variétés « adaptatives et évolutives ». Sous l'influence des besoins spécifiques des agriculteurs

biologiques et de la réalité des paysans contemporains, le Réseau Semences Paysannes a rapidement affirmé la nécessité de voir les plantes co-évoluer avec le milieu et les humains.

Cette prise de conscience a eu deux conséquences épistémologiques et méthodologiques. La première fut la revendication par les paysans d'une compétence de sélectionneurs, c'est-à-dire de créateurs de savoirs nouveaux – et non pas simplement de collectionneurs de savoirs anciens. En s'adaptant à des milieux, des modes de production, des outils et des filières nouveaux, ils doivent réinventer la sélection et non pas prolonger des gestes ancestraux. La deuxième fut un intérêt pour les travaux de sélection réalisés dans les cadres institutionnels, de façon à croiser les savoirs et, très pragmatiquement, à bénéficier d'un cadre officiel permettant de contourner les blocages réglementaires sur les échanges de semences. Le RSP a ainsi noué des relations avec des chercheurs de l'INRA¹⁹, ce qui a débouché sur le lancement de programmes-pilotes sur les légumes en Bretagne, sur le blé en Île-de-France et dans le Sud-Ouest, etc. Reconnus comme acteurs de programmes institutionnels de sélection, les paysans concernés ont obtenu le droit d'échanger leurs semences au titre de l'exemption pour la recherche.

Ces différentes approches ne sont pas exclusives. Aujourd'hui, la diversité des adhérents du RSP conduit à une diversité des démarches, depuis des paysans-sélectionneurs organisant leur sélection sous forme associative sans aucune intervention de chercheurs, jusqu'aux programmes officiels réunissant chercheurs et paysans, en passant par des groupes de jardiniers soucieux de conserver et réhabiliter des variétés anciennes²⁰.

Savoirs ou savoir-faire ?

Les différents exemples cités ici vont permettre d'aborder une interrogation scientifique et anthropologique essentielle, celle du statut des savoirs traditionnels, ou plus précisément dans le cas présent du statut des pratiques paysannes.

Une terminologie significative et profondément ancrée

Sans préjuger de ce qu'il en fut jusqu'à la Renaissance²¹, nous pouvons remarquer que l'émergence de l'agronomie à l'époque moderne s'appuie

19. Institut national de la recherche agronomique.

20. CAPLAT, 2011.

21. De nombreux auteurs latins ou arabes considéraient les savoirs paysans avec respect voire admiration, mais nous nous garderons bien d'en faire une règle, faute de disposer des compétences historiques pour en réaliser un recensement significatif. Pour ce qui est

sur une forte hiérarchisation des savoirs et une valorisation notable de l'écrit. Rattachées au domaine du savoir objectif lorsqu'elles sont issues d'administrateurs (Anne-Robert-Jacques Turgot) puis de lettrés ou d'ingénieurs (Olivier de Serres, Antoine Parmentier, Césaire Nivière, Mathieu de Dombasle... puis la plupart des agronomes du ^{xx}^e siècle), les innovations et techniques agricoles sont réputées être des savoir-faire ou des données empiriques lorsqu'elles proviennent de communautés paysannes. Au-delà de la césure économique entre d'un côté les lettrés et les grands propriétaires expérimentateurs et de l'autre les « petites gens de la terre », la maîtrise de l'écrit semble avoir longtemps été un critère de différenciation sociale et culturelle. Les physiocrates du ^{xviii}^e siècle, puis les sociétés d'agriculture du ^{xix}^e, exprimaient explicitement cette césure et cette conviction qu'une élite éduquée et lettrée pourrait améliorer l'agriculture²².

Le *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française* rédigé par Henri Grégoire en 1794, dit « enquête de l'abbé Grégoire », donne une illustration de la dynamique à l'œuvre à cette époque. À travers la langue et les diversités lexicales aussi bien que par ses nombreux commentaires, l'enquête Grégoire exprime une opposition entre la ville civilisée et la campagne sauvage. Dominique Julia, Michel de Certeau et Jacques Revel écrivent notamment à son propos :

« Le savoir qui circule dans la campagne se voit disqualifier de [...] manière implicite. Il n'est pas justiciable, en effet, de la distinction critique du vrai et du faux. Acquis de nature (c'est, par exemple, le cas du 'goût du merveilleux' dont on fait un attribut spécifiquement populaire), appris par héritage ou par mimétisme, forcé dans des esprits soumis par le dressage ou la terreur (ainsi de l'enseignement de l'Église), entretenu par la routine, il se situe en deçà de tout jugement, à plus forte raison de toute spéculation intellectuelle. C'est un donné inconsistant²³. »

Cette hiérarchie des savoirs et la terminologie qui en découle sont profondément imprimées dans l'inconscient collectif, du moins en France, puisque les organisations agricoles elles-mêmes les reproduisent mécaniquement. S'il n'est pas surprenant de voir des institutions comme les Chambres d'Agriculture parler de savoir-faire, il est plus étonnant et

du Moyen Âge, Jacques Le Goff insiste sur le vocabulaire fortement dépréciateur employé pour désigner les paysans, du *rusticus* (ignorant et illettré) au *vilain* (LE GOFF, 1999, p. 134-139).

22. La situation semble avoir été différente en Grande-Bretagne, où l'amélioration de l'agriculture à l'époque moderne s'est au contraire appuyée sur des groupes d'agriculteurs et valorisait les témoignages de *touring farmers*, des lettrés se chargeant même de transcrire les expériences d'agriculteurs illettrés : PRETTY, 1991.

23. JULIA, DE CERTEAU, REVEL, 1975, cités par ADELL, 2011.

donc significatif de voir une organisation comme la FADEAR (Fédération des Associations pour le Développement et l'Emploi agricole et rural), proche de la Confédération paysanne et de son projet émancipateur²⁴, faire sur son site internet la promotion de la transmission des savoir-faire – et non pas de la transmission des savoirs²⁵.

Un savoir est structuré et structurant

Pour aller plus loin, un bref détour par l'anthropologie est indispensable. Le « savoir » est un terme vaste, dont la compréhension semble intuitive mais la définition délicate. La discipline de l'anthropologie des savoirs contribue à le cerner en le replaçant dans ses différentes fonctions et particularités : un savoir agit, circule, construit des rapports de pouvoir... En particulier, comme le précise Nicolas Adell, ce qui intéresse l'anthropologue dans l'expression d'un savoir est davantage l'énonciation que l'énoncé, autrement dit son contexte et sa signification. Tout savoir correspond en effet à une mise en ordre du monde, ou d'une fraction de celui-ci, aussi bien en tant que témoin d'une représentation du monde qu'en tant qu'organisateur des individus ou des institutions²⁶.

Aussi, les deux premières caractéristiques d'un savoir sont d'être à la fois structuré et structurant. Il est structuré car il est forcément le produit ou le reflet d'un environnement naturel, social et symbolique. Dans le même temps, il produit, entretient ou renouvelle une organisation sociale et institutionnelle, il est donc structurant.

Cette double dynamique le place au cœur des relations sociales et politiques, non pas comme facteur individualisable dont l'évolution pourrait être autonome mais comme axe profond, indissociable des groupes sociaux dans lesquels il agit. Cette imbrication étroite a notamment été éclairée par Michel Foucault à propos de la relation entre savoir et pouvoir, en affirmant dans *La Volonté de savoir* : « Le pouvoir est partout ; ce n'est pas

24. Syndicat agricole minoritaire en France, la Confédération paysanne s'inscrit dans le mouvement mondial Via Campesina, qui milite pour la reconnaissance des droits des petits paysans et contre l'industrialisation de l'agriculture. Elle est issue à la fois des mouvements paysans contestataires des années 1960 décrits par Jean-Philippe Martin (MARTIN, 2014), de la lutte du Larzac et de scissions opérées au sein du syndicalisme majoritaire dans les années 1970 (<http://confederationpaysanne.fr/>).

25. Voir aussi bien l'onglet de présentation de la FADEAR sur son site internet (<http://www.agriculturepaysanne.org/qui-sommes-nous>) que celui consacré au partage des savoir-faire (<http://www.agriculturepaysanne.org/partager-les-savoir-faire-paysans-grace-au-repertoire-des-savoir-faire>) ou le site externe dédié à ce sujet (<http://www.savoirfairepaysans.fr/>).

26. ADELL, 2011, p. 12 et 205.

qu'il englobe tout, c'est qu'il vient de partout »²⁷. Nicolas Adell prolonge la réflexion de Foucault en notant :

« Le processus qui permet à ces deux ordres de s'ajuster exactement l'un sur l'autre s'observe particulièrement dans la 'discipline'. L'on ne notera jamais assez le double sens de ce mot : champ du savoir, et modalité d'exercice du pouvoir. De même, le disciple (celui qui s'inscrit dans une relation de savoir) est toujours 'discipliné' (il obéit aux codes du maître)²⁸. »

Par ailleurs, la représentation du monde (dimension structurée) et l'organisation sociale (dimension structurante) d'un savoir s'expriment avant tout par la circulation (notion plus large que la transmission) et l'action. Cette dernière les réunit de façon étroite comme le résume Fredrik Barth :

« Je vois trois visages ou aspects du savoir que l'on peut distinguer de façon analytique. Première[ment], toute tradition de savoir comporte un corpus d'affirmations et d'idées fondamentales sur des aspects du monde. Deuxièmement, cette tradition doit être réalisée et transmise selon un ou plusieurs modes de communication qui forment une série de représentations incomplètes du savoir, que ce soit sous la forme de mots, de symboles concrets, de gestes de désignation, ou d'actions. Et troisièmement, toute tradition de savoir sera distribuée, communiquée, utilisée et transmise dans le cadre d'un ensemble de relations sociales instituées. Ces trois aspects du savoir sont interconnectés. [...]

[...] Ma thèse est que ces trois facettes du savoir apparaissent ensemble précisément dans les ressorts de l'action de chaque situation où s'applique le savoir, dans chaque transfert de savoir, dans chacune de ses réalisations²⁹. »

Du savoir-faire à la science : existe-t-il une hiérarchie objective des savoirs ?

Si l'anthropologue peut être conduit à établir des typologies de savoirs, ce n'est pas dans un but de hiérarchisation mais de compréhension et bien souvent de dépassement. Même l'opposition désormais classique formulée par Claude Lévi-Strauss entre « pensée sauvage » et « pensée scientifique moderne » (ou pensée domestiquée) réfutait tout évolutionnisme mécanique et tout jugement de valeur : elle visait uniquement à expliciter différents modes d'appréhension et d'organisation du monde, en en déclinant les traductions et les conséquences³⁰.

Nicolas Adell distingue par exemple entre les savoirs exposés (ceux qui ont habituellement le statut de savoirs ou de sciences dans la société occidentale contemporaine), les savoirs ignorés relevant de la perception

27. FOUCAULT, 1976, p. 122.

28. ADELL, 2011, p. 202.

29. BARTH, 2002, cité par ADELL, 2011.

30. LÉVI-STRAUSS, 1962.

(ce qui n'exclut pas une part de construction culturelle, telles les couleurs) et les savoirs ignorés relevant de l'incorporation (les savoirs pratiques). Ces derniers correspondent largement à la notion usuelle de savoir-faire, même si Nicolas Adell préfère éviter ce terme et les rapprocher plutôt de la *mètis* grecque. Dans une brève analyse du livre de Jean-Pierre Vernant et Marcel Detienne sur la *mètis*³¹, il décrit ainsi cette « ruse de l'intelligence » :

« C'est un savoir entièrement pris dans l'action (que l'on ne peut distinguer du faire), un savoir qui se démontre (ne se formule pas), un savoir stochastique (orienté vers la satisfaction d'un but précis)³². »

Franchissons le pas de la *mètis* au savoir-faire, puisque ce terme est bel et bien employé de nos jours et fonctionnel, notamment en agriculture, pour extraire les savoirs pratiques des savoirs nobles : c'est un fait sémantique et politique qu'il nous faut considérer. Un pas de côté est utile pour préciser cette distinction sans se laisser enfermer dans des présupposés agricoles, ce que permet une définition donnée par Yves Barel à propos d'urbanisme et qui présente le double intérêt d'être claire sur le fond tout en s'achevant sur un malentendu crucial et instructif :

« Un savoir-faire incorporé est [...] indissociable d'individus ou de groupes concrets : il est le résultat de leur apprentissage personnel, de leur expérience, de leur habileté. [...] Il n'est pas analysable et décomposable jusqu'au bout [...]. Le travailleur sait faire, mais il ne sait pas complètement comment il sait. Le savoir-faire incorporé n'est donc pas transmissible par enseignement. Il n'est transmissible que par apprentissage c'est-à-dire par la reproduction plus ou moins à l'identique d'individus ou groupes au cours du travail lui-même. [...] Mais quand le savoir-faire est analysable et décomposable jusqu'au bout, le savoir et le faire peuvent se déconnecter. Le savoir s'incorpore alors dans un rapport non humain : un livre, un traité, un programme, une fiche d'instructions, un croquis, etc.³³. »

Avec une grande précision, l'auteur distingue judicieusement entre le savoir-faire qui ne s'acquiert que par l'observation et la pratique, et le savoir qui peut être théorisé, verbalisé et enseigné. Sur un plan phénoménologique, la ligne de séparation définie ici n'implique aucune hiérarchie ni jugement de valeur, mais uniquement deux processus cognitifs. Pour prendre un autre exemple, le port d'une charge ou la taille d'une perle de pierre peuvent être réalisés de plusieurs façons, qui s'enseignent par un parent ou un maître tailleur : ils ressortissent au savoir. Mais la stabilité d'une charge portée sur la tête ou la qualité d'une perle taillée par un artisan doué ne

31. DETIENNE et VERNANT, 1974.

32. ADELL, 2011, p. 23.

33. BAREL, 1977.

peuvent s'acquérir que par la pratique personnelle, obstinée et répétitive : leur réussite relève du savoir-faire³⁴.

Cependant, la citation d'Yves Barel présente l'intérêt de s'achever par une équivoque caractéristique : le savoir est ici associé consubstantiellement à l'écrit, tous les « rapports non-humains » cités se rapportant à la représentation graphique. Il est important de verbaliser et de considérer ce raccourci final, car, bien que fréquent, il est arbitraire et vigoureusement contesté par les anthropologues de la connaissance³⁵. En outre, la question de l'écrit est au cœur des recherches historiques, et il est donc essentiel de l'aborder explicitement. Or, un « savoir exposé » peut parfaitement rester oral, dès lors qu'il est structuré, structurant et transmissible. L'opposition savoir-faire / savoir ne doit surtout pas être réduite à une schématique opposition oralité / écriture, qui, lorsqu'elle existe, n'est qu'incidente. L'absence d'écriture ne permet aucunement de caractériser un savoir-faire, même si elle conduit bien évidemment à construire d'autres types de représentation, de pouvoirs et de pensée³⁶, et si elle complique le travail de l'historien.

Typologies et statuts des savoirs, expression des rapports de pouvoir

La confusion exprimée par Yves Barel témoigne d'une primauté souvent accordée au mode de transmission dans les typologies des connaissances. De fait, les différents modes de transmission ou d'acquisition des savoirs sont fréquemment utilisés pour élaborer des hiérarchies, dont les fondements sont historiques, politiques et sociaux. Bien que n'étant pas objectivables sur un plan cognitif ou anthropologique, ces constructions hiérarchiques n'en sont pas moins une réalité à considérer.

En Inde, Marie-Claude Mahias a identifié trois catégories de savoirs en fonction de leurs supports : des savoirs écrits dans les langues « nobles » de l'Inde (sanskrit, persan, anglais) qui concernent les castes supérieures et sont socialement valorisés ; des savoirs écrits dans les langues vernaculaires que le discours officiel indien ne reconnaît pas comme des savoirs ; des savoirs non-écrits qui s'expriment par l'action³⁷. Au lieu d'une simple dichotomie écrit/oral, cette hiérarchie ternaire distingue donc deux types d'écrits, mais place les savoir-faire au dernier rang.

34. BRIL, 2009 ; CHAMOUX, 1981.

35. BLOCH, 1978.

36. GOODY, 1994.

37. MAHIAS, 2002.

L'autorité du savoir est un élément clef de son statut. Selon Manuela Carneiro da Cunha, cette autorité peut s'appuyer soit sur l'expérience personnelle (comme en Amazonie) soit sur la qualité de la source (c'est-à-dire l'énonciateur, comme en Europe ou en Mélanésie)³⁸. Le crédit relatif de ces deux types d'autorité est remarquablement illustré par une situation relatée par un agriculteur de notre connaissance. Approchant de la retraite, Maurice³⁹ s'est associé avec un agriculteur plus jeune, Étienne, installé depuis seulement quelques années. Voici comment il nous décrivait un désaccord intervenu entre eux :

« La semaine dernière, Étienne m'a demandé si je pouvais aller traiter le champ de colza, où il commençait à y avoir de la ravenelle. Je m'en suis chargé, mais en ne dosant le pesticide qu'au tiers, parce que je sais bien que c'est suffisant à cette période, et il vaut mieux éviter d'en balancer trop dans la nature. Trois jours après, il m'a remercié, en me disant que les ravenelles avaient bien été éliminées et que tout allait bien. Et voilà que ce matin, il vient me voir en me disant : 'Je viens de passer dans le hangar, il reste plein de produit, tu n'as pas mis la dose !' Je lui réponds qu'un tiers de dose suffisait puisque ça a marché, mais il m'a répondu en colère : 'Ah ben non, si le conseiller de la coopérative dit de mettre la dose, il faut mettre la dose !' »

Étienne privilégiait donc l'autorité due au statut de la source (le conseiller de la coopérative) à celle due à l'expérience (son associé), quand bien même l'évidence qu'il avait lui-même préalablement énoncée contredisait ce choix. Cet exemple est typique de la construction des statuts des savoirs en agriculture, statuts qui peuvent s'éroder sous le poids de l'expérience mais restent très ancrés chez les jeunes agriculteurs fraîchement formés.

Sans prolonger davantage cet éclairage anthropologique, il convient de noter que, si l'anthropologue se refuse à hiérarchiser les savoirs, il existe bien plusieurs degrés hiérarchiques dans la perception de ces derniers au sein des sociétés humaines. Dans les cas qui nous intéressent ici, il semble pertinent de distinguer deux phénomènes :

- d'une part une distinction entre savoirs et savoir-faire, ce dernier terme étant presque toujours utilisé en français pour décrire les pratiques paysannes⁴⁰ ;
- d'autre part une gradation depuis le savoir oral vers le savoir écrit, avec une primauté accordée au statut de l'énonciateur dans la considération du savoir ; en outre, les savoirs oraux sont fréquemment désignés comme « empiriques »,

38. CARNEIRO DA CUNHA, 2010, citée par ADELL, 2011.

39. Les prénoms ont été modifiés.

40. Les travaux en langue anglaise ne distinguent en général pas des types de connaissances, toutes englobées sous le terme *knowledge* et très rarement qualifiées de *know-how*. Pour autant, le *knowledge* paysan y est souvent, comme en français, considéré comme empirique et moins valorisé.

ce qui présuppose une élaboration non-scientifique et involontaire : le savoir oral serait donné et non construit.

Ces deux faits se croisent souvent inconsciemment, bien que la dévalorisation des savoirs oraux puisse exister indépendamment de leur qualification francophone en savoir-faire.

Les pratiques paysannes : des savoirs ?

Ainsi, aujourd'hui encore, de nombreux historiens, agronomes et sociologues travaillant sur les sociétés paysannes anciennes ou contemporaines décrivent les pratiques paysannes comme des savoir-faire, ce qui témoigne du statut subordonné qui est accordé aux paysans en matière de production de connaissances. Cette notion de subordination est cruciale, car le statut des innovations et des techniques s'inscrit intimement dans les rapports de pouvoir, comme l'exemple des semences va le montrer.

La revalorisation récente des savoir(-faire) paysans

Deux mouvements ont conduit récemment à remettre en valeur les pratiques paysannes. Le premier est celui de la conservation du patrimoine. Nous le voyons à l'œuvre dans certains travaux anthropologiques d'identification et de reconnaissance de cultures rituelles, souvent d'ailleurs prolongés par une revendication politique. Les sociétés agricoles traditionnelles nomment le vivant autour d'elles selon une taxonomie certes déroutante pour le scientifique occidental, mais parfaitement rigoureuse et opérationnelle⁴¹, c'est-à-dire que ces classifications du vivant permettent de rapprocher des propriétés, d'anticiper et d'organiser le monde⁴². Certains anthropologues, à travers les ethnosciences, « collectionnent ces collections ». Au-delà, de nombreuses pratiques paysannes sont indiscutablement liées à des gestes culturels voire religieux (offrande de la première igname au Nord-Bénin, par exemple), qui nécessitent le maintien et la reproduction de gestes techniques ou de variétés végétales bien spécifiques. Nous retrouvons dans ces systèmes agricoles liés à une activité rituelle, la double dimension structurée (reflet d'une représentation du monde) et structurante (outil de reproduction sociale) d'un savoir.

Vu à travers le regard idéalisant de chercheurs occidentaux puis de certains mouvements politiques, ce constat a souvent été facteur d'immobilisme. D'une certaine façon, la ritualisation de l'agriculture assure sa stabilité, mais peut conduire à une démarche conservatrice et

41. BROWN, 1985.

42. DESCOLA, 2005.

figée. Les revendications identitaires de sociétés qui s'émancipent de la colonisation s'appuient souvent sur un autrefois mythifié. Cette démarche se retrouve également dans des organisations et revendications occidentales en faveur des pratiques traditionnelles (aussi bien agricoles que musicales ou vestimentaires) ou des « variétés anciennes » abordées sous un angle patrimonial : il n'est pas anodin que la formule la plus souvent utilisée jusqu'à présent est celle de la conservation des variétés anciennes, ou que les lieux de présentation des vieux gestes paysans soient désignés comme des (éco)musées.

Le deuxième mouvement de réhabilitation des pratiques paysannes est davantage inscrit dans le présent et la transformation. Il est issu des travaux en faveur d'un développement endogène, c'est-à-dire appuyé sur les ressources locales des sociétés concernées⁴³. Théorisé à partir des années 1970, il a inspiré de nombreux acteurs du développement et de nombreuses ONG depuis les années 1980, notamment dans le domaine du développement agricole⁴⁴. Il est également très important dans le syndicalisme altermondialiste de Via Campesina⁴⁵, ou plus spécifiquement en France à la Confédération paysanne. Il a ensuite pris une nouvelle dimension dans les années 2000, dans le cadre des négociations internationales sur la biodiversité ou sur les droits des peuples autochtones.

Comme cela a été évoqué plus haut, ces deux mouvements se réfèrent paradoxalement souvent aux savoir-faire plutôt qu'aux savoirs. C'est particulièrement le cas pour le discours patrimonial, qui s'appuie souvent sur une vision fantasmée de pratiques anciennes et qui idéalise le bon sens paysan en l'enfermant finalement dans la même caricature empirique, désormais présentée comme vertueuse. Mais, en revalorisant le rôle des petits paysans anonymes, ils ont permis de questionner la construction des gestes, pratiques et systèmes agricoles. Les organisations de solidarité internationales sont aujourd'hui un véritable gisement de ressources sur les savoirs traditionnels.

Les paysans expérimentent et transmettent

L'imaginaire occidental tend à représenter les paysans d'autrefois comme les héritiers des serfs, dominés par les seigneurs et adoptant les innovations

43. PRADERVAND, 1989 ; OLIVIER DE SARDAN, 1995.

44. Nous pouvons notamment citer, sans viser à l'exhaustivité, les associations Sol (<http://solidarite.asso.fr/>), Agrisud (www.agrisud.org/), Agronomes et vétérinaires sans frontières (www.avsf.org/), CCFD-Terre solidaire (www.ccfid-terresolidaire.org/), Frères des Hommes (www.fdh.org/) ou encore Artisans du monde (www.artisansdumonde.org/).

45. <http://viacampesina.org/fr/>, voir note 24.

créées par les savants et les grands propriétaires, et l'agriculteur d'aujourd'hui comme un entrepreneur économique dont les techniques et outils restent entièrement élaborés par les agronomes et l'agro-industrie. Il est vrai que la structure de l'agriculture conventionnelle entretient cette représentation, puisque les pratiques décrites par le passé ou constatées aujourd'hui s'inscrivent *de facto* dans les modèles théoriques des agronomes occidentaux, et parce que l'emprise économique et politique de l'encadrement agricole reste étouffante. Il n'est pas discutable que la majorité des agriculteurs français contemporains s'inscrivent dans un modèle agronomique normé, et appliquent fidèlement les consignes transmises par leurs coopératives en matière de dates et de doses de traitements des cultures.

Figure 2.
13 cultures associées au Nord-Bénin, incluant du riz
Cliché : Jacques Caplat



Mais cette représentation est invalidée par les agricultures traditionnelles observées en Afrique, par exemple. Basées sur les cultures associées et la valorisation des arbres, elles ne peuvent certainement pas être héritées des modèles agronomiques occidentaux qui ont longtemps sous-estimé ou ignoré ces techniques ! Il a donc bien fallu que les paysans africains élaborent eux-mêmes, de l'intérieur, des systèmes de culture viables et suffisants pour nourrir leurs populations. Mieux encore, ces agricultures africaines intègrent (dans des systèmes associés à 5, 10 ou 15 cultures) des

plantes récemment importées comme le riz ou le maïs⁴⁶. Cela témoigne du génie agronomique des populations qui les ont, d'elles-mêmes, adaptées dans des structures agraires pourtant déjà complexes (ce qui imposait de réajuster l'ensemble du système de culture).

Il faut se rendre à l'évidence : les paysans peuvent construire des savoirs. Les agronomes qui travaillent avec des communautés agricoles en Inde, dans la péninsule indochinoise, en Afrique ou en Amérique centrale et du Sud l'ont constaté depuis longtemps, et ceux qui accompagnent les agriculteurs biologiques en Europe le redécouvrent avec eux. Les paysans observent des phénomènes, cherchent à les reproduire sur la base d'hypothèses, puis à en déterminer les lois et mécanismes, selon une démarche qui s'inscrit parfaitement dans les méthodes hypothético-déductives. Les savoirs ainsi élaborés font l'objet d'une authentique transmission – généralement orale, mais cumulative et savante.

La sélection paysanne : une pratique contemporaine, évolutive... et savante

La sélection végétale permet d'illustrer plus précisément le statut possible des savoirs paysans au sein des sociétés contemporaines.

Dans une perspective anthropologique, le savoir-faire (que l'on peut également désigner comme un savoir pratique, un savoir ignoré relevant de l'incorporation ou une *métis*) est tout aussi noble que le savoir exposé. Il est donc possible de réhabiliter ce type de savoir, que l'on retrouve par exemple dans les gestes de conservation de variétés anciennes ou de resemis de semences de fermes (lorsque le paysan utilise sa propre récolte pour produire ses semences). Nous pouvons conjecturer que cette démarche est à l'œuvre dans les pratiques du *Beej Bachao Andolan* dans l'Uttarakhand, faute de connaître les innovations potentiellement apportées par les paysans concernés.

Mais les pratiques de sélection paysanne vont bien au-delà d'un geste technique acquis et peaufiné par la routine. L'association entre paysans et chercheurs au Brésil ou en France, mais également des initiatives intégralement paysannes en France, conduisent à remettre en question les fondements mêmes de la sélection végétale. En particulier, les groupes du Réseau Semences Paysanne contestent la pertinence de la sélection individuelle de lignées pures (ensemencement d'un champ par des graines au matériel génétique identique car toutes issues d'un même épi originel) et élaborent des schémas basés sur la sélection massale de populations (graines au matériel génétique variable bien que disposant de

46. CAPLAT, 1994.

caractères communs identifiabiles, obtenues à partir de plusieurs épis de lignées distinctes, récoltées et semées ensemble)⁴⁷. Sur la base d'objectifs agronomiques précis, destinés à sélectionner les plantes en interaction avec leur environnement plutôt que dans un contexte normalisé, ils se sont approprié des débats scientifiques fondamentaux et les nourrissent de leurs pratiques et expérimentations.

Par ailleurs, les paysans-sélectionneurs choisissent en connaissance de cause entre plusieurs options. Même dans le cas d'une sélection massale, il est possible soit de choisir soigneusement les pieds ou épis les plus intéressants en regard de l'objectif de sélection (adaptation au milieu, taille, résistance à une maladie, vigueur face à la sécheresse, etc.), soit de prélever l'ensemble de la récolte en éliminant uniquement les pieds ou épis les moins intéressants. Ces options peuvent être rapprochées des réflexions d'André-Georges Haudricourt sur les différents modes de domestication des plantes et des animaux⁴⁸. Ce dernier oppose « l'action indirecte négative » des paysanneries orientales (telle la culture de l'igname en Nouvelle-Calédonie, où l'homme n'impose pas à la plante sa croissance et ne la manipule qu'indirectement) et « l'action directe positive » des paysanneries occidentales (où le berger guide et manipule le troupeau, où le cultivateur délimite les parcelles, castre le maïs, etc.). La sélection réalisée par les membres du Réseau Semences Paysanne relève incontestablement de l'action directe, au même titre que celle des semenciers industriels. En revanche, il peut aussi bien s'agir d'une action directe positive (sélection des pieds les plus intéressants au sein de la population végétale) que d'une action directe négative (utilisation de la quasi-totalité de la récolte). Celle-ci témoigne d'une représentation du monde en rupture avec les codes de la société occidentale contemporaine et se rapproche d'ontologies orientales.

Enfin, ces savoirs et ces questions scientifiques sont régulièrement mis en débat et partagés, au sein de groupes spécifiques, de rencontres avec des chercheurs ou d'assemblées générales d'associations. Ainsi, un groupe de paysans-boulangers réunis dans l'association Triptolème⁴⁹, essentiellement implantés en Bretagne et Pays-de-Loire et associant des chercheurs de l'INRA, organise tous les ans des journées techniques sur le blé paysan où chacun peut visiter les parcelles expérimentales d'un agriculteur-sélectionneur, débattre de ses choix et résultats, partager ses propres

47. Pour risquer une analogie avec l'élevage, une population végétale en sélection massale s'apparente à un troupeau, tandis qu'une lignée pure en sélection individuelle s'apparente à des clones.

48. HAUDRICOURT, 1962.

49. Qui fait partie des membres du Réseau Semences Paysannes.

questionnements et expérimentations et contribuer à élaborer un savoir collectif nouveau. Il en est de même au Brésil avec les échanges réguliers entre les communautés paysannes et les chercheurs de l'EMBRAPA même si, dans ce cas, le savoir institutionnel des chercheurs reste davantage présent, tout en étant confronté, questionné et renouvelé par les paysans.

Nous sommes donc bien confrontés à des savoirs exposés, formulés, débattus et construits et non à des savoir-faire incorporés.

Des enjeux de pouvoir

Comme nous l'avons précisé plus haut, ce qui intéresse l'anthropologue dans l'expression d'un savoir est davantage l'énonciation que l'énoncé, autrement dit son contexte et sa signification. C'est la raison pour laquelle il était essentiel de replacer la sélection des plantes dans ses contextes historique, scientifique et réglementaire, sans lesquels il serait impossible d'analyser les dynamiques en jeu dans l'affirmation de la sélection paysanne.

Sur un plan symbolique, elle touche à la suprématie des « sachants », en portant une revendication politique incisive, celle de la légitimité des paysans à construire les objectifs de recherche et à exercer directement une activité de chercheurs *in situ*. Dans notre société de l'écrit et de la légitimité par le diplôme, il est particulièrement audacieux de contester ces hiérarchies pour placer à leur niveau des savoirs oraux et construits par des autodidactes de la génétique. Sur un plan scientifique, le mode de sélection préconisé s'oppose diamétralement au réductionnisme génétique qui traverse nos sociétés actuelles et conduit à résumer les plantes à une somme de gènes. En insistant sur les interactions génome-environnement-techniques, considérées comme primordiales face à la biologie moléculaire, la sélection paysanne se place à l'avant-garde des courants réformateurs de la génétique des populations⁵⁰. Sur un plan social, il va de soi que les deux dimensions qui précèdent remettent en question le statut du chercheur, et plus généralement de l'agronome. Sur un plan économique, la sélection paysanne se confronte directement aux intérêts des multinationales semencières, qu'elle contourne en construisant une sélection multipolaire sans possibilité de centralisation et de captation des marges. Sur un plan politique, enfin, la réappropriation de la sélection par les paysans remet en cause l'encadrement et l'orientation de l'agriculture par les institutions agricoles et scolaires. L'organisation de la sélection des plantes est ainsi au cœur des enjeux de pouvoir en matière de choix agronomiques.

De façon archétypale, la reconnaissance du rôle des paysans en matière de sélection végétale s'est d'abord appuyée sur une vision conservatrice et

50. BONNEUIL et THOMAS, 2009 ; DEMEULENAERE, 2013.

patrimoniale (les « variétés anciennes »), avant de retrouver le courant naturel d'une évolution permanente. Une plante doit évoluer avec son milieu et ses agriculteurs, et le caractère « ancien » n'est pas une vertu en soi ; il est simplement une nécessité transitoire puisque seules les variétés anciennes possèdent la diversité génétique et la capacité à évoluer qui sont indispensables à la sélection dans les champs. Il est probable qu'il en soit de même pour de nombreux savoirs traditionnels : la vision patrimoniale est surtout une construction occidentale *a posteriori*, parfois instrumentalisée par des idéologies, tandis que les savoirs eux-mêmes ont toujours été évolutifs et vivants.

Figure 3.

Visite technique chez un paysan-sélectionneur de blés dans la Sarthe

Cliché : Jacques Caplat



Des savoirs autonomes ou fécondés par la science moderne ?

Il est intéressant de noter, au Brésil comme en France, les fréquentes collaborations avec des chercheurs institutionnels. Il n'y a pas opposition entre les types de savoirs. Dès lors que celui des paysans est reconnu comme tel, celui des agronomes reste pertinent et complémentaire – mais la place symbolique et politique de chacun est renouvelée.

La question se pose toutefois de l'articulation entre les dynamiques paysannes et les sciences occidentales modernes. Cette articulation est manifeste dans le cas du partenariat brésilien entre communautés paysannes et EMBRAPA, et fréquente au sein du Réseau Semences Paysannes en France : il est alors difficile d'identifier la part que prend l'impulsion des scientifiques diplômés dans la construction des réflexions paysannes. Certaines sélections de blés paysans en France s'inspirent d'ailleurs des protocoles et des objectifs de la sélection industrielle ou institutionnelle, le « savoir paysan ajouté » consistant alors en une approche systémique (reliant les variétés sélectionnées aux territoires et aux techniques), et en une capacité d'observation et de réaction inaccessible aux chercheurs ordinaires. Notre expérience au sein du RSP suggère toutefois que cette stimulation de la recherche paysanne par la recherche classique reste secondaire ; l'apport méthodologique et ontologique des chercheurs de l'INRA s'inscrit le plus souvent dans une démarche paysanne déjà élaborée et cohérente par elle-même, les deux types de savoirs se fécondant mutuellement. En outre, il est indéniable que certains groupes de paysans ont élaboré leurs programmes de sélection *in situ* sans aucun concours scientifique institutionnel. Ainsi, le groupe qui s'est organisé en Dordogne à partir de 2001 autour du travail de Bertrand Lassaïgne sur les maïs « population » a longtemps travaillé sans aucun soutien institutionnel et dans une contestation parfois frontale des règles admises par l'agronomie officielle, avant d'obtenir dans un deuxième temps une reconnaissance par des chercheurs⁵¹. Il y a bien eu ici construction d'une pensée scientifique paysanne autonome.

Cette articulation peut également être recherchée dans le parcours des paysans à l'initiative de ces démarches collectives, dont certains sont des néo-ruraux ayant suivi des formations scientifiques poussées : leur capacité à élaborer des savoirs à part entière ne relève-t-elle pas de ce parcours intellectuel préalable ? Ici encore, les exemples ne manquent pas d'agriculteurs issus du sérail (tel Bertrand Lassaïgne cité plus haut) et parfois sans même disposer du baccalauréat (tel Pascal Poot dont les méthodes atypiques de sélection et de culture des tomates sont désormais étudiées par l'INRA qui en reconnaît officiellement les performances)⁵². Même si nous n'avons pu vérifier directement les travaux menés par les paysans indiens du *Beej Bachao Andolan*, tout laisse à penser qu'ils poursuivent bien une sélection à part entière, basée sur leurs seules ressources intellectuelles.

51. AGROBIO PÉRIGORD et BIO D'AQUITAINE, 2015 ; CAPLAT, 2012.

52. <http://rue89.nouvelobs.com/2015/03/09/tomates-sans-eau-ni-pesticide-cette-methode-fascine-les-biologistes-257958> ; CAPLAT, 2012.

Les savoirs paysans en matière de sélection végétale relèvent donc au moins en partie de capacités propres aux agriculteurs impliqués, et témoignent d'une créativité scientifique réelle.

*

Ainsi, les mouvements paysans en faveur d'une sélection adaptative dans les champs conduisent à retrouver, maintenir ou renouveler des pratiques élaborées et authentiquement « savantes ». Elles possèdent toutes les caractéristiques d'un savoir, non seulement au sens large de l'anthropologue, mais également dans le cadre de la dichotomie fréquente entre savoirs et savoir-faire. Ces savoirs paysans sont à la fois partie prenante du débat scientifique (entre sélection adaptative et sélection réductionniste, par exemple), reflets d'une représentation du monde, et outils d'affirmation politique face au pouvoir scientifique et à l'économie agricole.

À une échelle synchronique, ce constat conforte les travaux de l'anthropologie des savoirs au sujet de la place de l'écrit dans la connaissance. Sans nier que le recours à l'écrit ait transformé la pensée et les sciences en permettant notamment l'accumulation des connaissances et leur critique systématique⁵³, il convient de considérer les savoirs oraux en tant que tels et d'étudier leurs dynamiques cognitives et sociales. Des paysans illettrés ou peu diplômés sont aujourd'hui capables, en s'appuyant sur leur propre représentation du monde et sur une connaissance intime de leur milieu et des plantes qu'ils cultivent, d'élaborer de véritables questions scientifiques (même si elles sont parfois formulées de façon inhabituelle aux yeux des agronomes occidentaux) et de se donner les moyens d'en rechercher des réponses.

Dès lors, pourquoi ces capacités authentiquement scientifiques, d'ailleurs attestées dans d'autres régions du monde avec l'adaptation de nouvelles plantes dans des systèmes de culture anciens (voir plus haut), seraient-elles une nouveauté ? Si les petits paysans actuels, en France, au Brésil, en Inde et ailleurs, sont des acteurs continus de l'innovation, de l'expérimentation et de la construction de savoirs, leurs devanciers ne faisaient-ils pas de même ? La perspective synchronique ouverte par l'anthropologie pourrait être basculée vers l'échelle diachronique, et réinterroger l'histoire rurale.

L'agronomie européenne ayant été constituée autour de paradigmes positivistes et réductionnistes, les premiers matériaux dont ont pu disposer les historiens de l'agriculture exposaient la nécessité pour les

53. GOODY, 1979.

lettrés d'apporter leur savoir à des paysans illettrés et sans imagination. Ce point de vue inévitablement biaisé (même s'il peut s'appuyer en partie sur des faits réels) s'est fortement ancré, au point que ce schéma soit particulièrement prégnant dans les politiques agricoles françaises depuis la Seconde Guerre mondiale – même s'il s'est régulièrement confronté à l'affirmation contradictoire de groupes agricoles innovants (jeunesse agricole chrétienne, CIVAM⁵⁴, agriculture biologique, Réseau Semences Paysannes, etc.). La convergence entre les démarches paysannes d'innovation agronomique et celles d'affirmation syndicale et sociale n'est pas anodine, car la subordination des savoirs était l'un des outils de la domination sociale exercée sur une population qui inquiétait les élites urbaines, et la contestation de l'une rejoint naturellement la contestation de l'autre.

Concernant les siècles passés, la question des savoirs paysans se heurte à la nature des sources disponibles : le filtre de l'écrit n'a-t-il pas conduit à surestimer le rôle des « intellectuels », des grands propriétaires et des scientifiques, au détriment de l'innovation et des savoirs paysans ? Au-delà apparaît une vraie complication pratique puisque la primauté de l'écrit est consubstantielle au travail de l'historien, qui se trouve confronté à une difficulté aiguë lorsqu'il s'agit d'étudier des savoirs non-écrits. C'est en ce sens que leur reconnaissance et le dépassement de la dichotomie oral/écrit sont des ouvertures essentielles. Les exemples d'aujourd'hui disponibles grâce aux travaux anthropologiques permettent de suppléer l'absence de traces écrites et pourraient aider à éclairer à rebours le passé. Il reste alors à questionner les sources écrites, qui sont toujours issues d'un contexte social et cognitif spécifique (même si différentes sources permettent de multiplier les angles de vue, jusqu'à un certain point), et à imaginer des méthodes indirectes pour approcher les savoirs paysans anciens. Ce travail, déjà engagé par certains historiens ruralistes, mérite sans doute d'être approfondi.

54. Les CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) s'inscrivent dans les mouvements ruraux d'éducation populaire.

BIBLIOGRAPHIE

- ADELL, Nicolas, *Anthropologie des savoirs*, Paris, Armand Colin, 2011, 336 p.
- AGROBIO PÉRIGORD, BIO D'AQUITAINE, *L'Aquitaine cultive la biodiversité*, Bordeaux, éd. Bio d'Aquitaine, 2015, 88 p.
- BAREL, Yves, « La ville avant la planification urbaine », in *Prendre la ville. Esquisse d'une histoire de l'urbanisme d'État. Actes du Colloque de Saint-Étienne-en-Devolluy de février 1976 sur la planification urbaine*, Paris, Anthropos, 1977, p. 16-19.
- BARTH, Fredrik, « An Anthropology of Knowledge », *Current Anthropology*, vol. XLIII, n° 1, 2002, p. 1-18.
- BLOCH, Maurice, *How we Think they Think. Anthropological Approaches to Cognition, Memory, and Literacy*, Boulder / Oxford, Westview Press, 1998, 216 p.
- BONNEUIL, Christophe, et THOMAS, Frédéric, *Gènes, pouvoirs et profits – Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Versailles, Quae, 2009, 624 p.
- BRAC DE LA PERRIÈRE, Robert, et al., *Semences paysannes, plantes de demain*, Paris, éd. Charles Léopold Mayer, 2014, 227 p.
- BRIL, Blandine, « L'apprentissage de gestes techniques : ordre de contraintes et variations culturelles », in BRIL, Blandine, et ROUX, Valentine (dir.), *Le Geste technique – réflexions méthodologiques et anthropologiques*, Ramonville Saint-Agne, Eres, 2009, p. 113-149.
- BROWN, Cecil H., « Mode of Subsistence and Folk Biological Taxonomy », *Current Anthropology* vol. 26, n° 1, February 1985, p. 43-64.
- CAMMELLI, Maddalena, *Les Voies des semences, entre dispositif du pouvoir et autonomie*, mémoire de Master d'ethnologie, EHESS, Paris, 2009, 112 p.
- CAPLAT, Jacques, *Diagnostic de développement de la région de Perma (Nord-Bénin)*, mémoire d'ingénieur agricole, ENITA de Clermont-Ferrand, 1994 ;
- , *La Réappropriation des semences par les paysans, des techniques locales au lobbying national : l'exemple de la création du Réseau Semences Paysannes*, mémoire de Master d'ethnologie, EHESS, Paris, 2011, 99 p. ;
- , *L'Agriculture biologique pour nourrir l'humanité*, Arles, Actes Sud, 2012, 479 p.
- CARNEIRO DA CUNHA, Manuela, *Savoirs traditionnels, droits intellectuels et dialectiques de la culture*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2010, 101 p.
- CHAMOUX, Marie-Noëlle, « Les savoir-faire techniques et leur appropriation : le cas des Nahuas du Mexique », *L'Homme*, t. 21, n° 3, 1981, p. 71-94.
- Collectif, *Variétés paysannes de maïs et tournesol, pour une agriculture écologique et autonome*, Brens, Réseau Semences Paysannes / Agrobio Périgord / Bio d'Aquitaine, 2009, 120 p.
- DEMEULENAERE, Élise, « Les semences entre critique et expérience : les ressorts pratiques d'une contestation paysanne », *Revue d'Études en Agriculture et Environnement*, 94-4, 2013, p. 421-441.
- DESCOLA, Philippe, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005, 640 p.
- DETENNE, Marcel, et VERNANT, Jean-Pierre, *Les Ruses de l'intelligence, la mètis des Grecs*, Paris, Flammarion, 1974, 316 p.
- ETC GROUP, *À qui appartient la nature ? Pouvoir des grandes sociétés et ultime frontière de la marchandisation du vivant*, éd. ETC Group, 2008, 50 p., en ligne : <http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/publication/717/01/wonfrancois1-23-2009web.pdf>
- FOUCAULT, Michel, *Histoire de la sexualité*, t. 1, *La volonté de savoir*, Gallimard/Tel, Paris, 1976, 224 p.
- GOODY, Jack, *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Éditions de minuit, 1979, 275 p. ;

—, *Entre l'oralité et l'écriture*, Paris, PUF, 1994, 323 p.

GRALL, Jacques, et LÉVY, Bertrand Roger, *La Guerre des semences. Quelles moissons, quelles sociétés ?*, Paris, Fayard, 1985, 410 p.

JULIA, Dominique, CERTEAU, Michel de, et REVEL, Jacques, « L'ethnographie de la langue : l'enquête de Grégoire sur les patois », *Annales ESC*, vol. XXX, n° 1, 1975, p. 3-41.

LE GOFF, Jacques, *Un autre Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 1999, 1 395 p.

LÉVI-STRAUSS, Claude, *La Pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, 349 p.

LIEBIG, Justus von, *Chimie organique appliquée à la physiologie végétale et à l'agriculture. Un Essai de toxicologie* ; traduction faite sur les manuscrits de l'auteur par Charles Gerhardt, Paris, Fortin, Masson et Cie, 1841, 392 p. ;

—, *De la Théorie et de la pratique en agriculture*, Lille, Impr. de L. Danel, 1857, 98 p.

MACHADO, Altair Toledo, « Gestion des ressources végétales dans des communautés agricoles. Une approche sur l'amélioration participative et l'agrobiodiversité », *Dossiers de l'environnement de l'INRA*, vol. 30, 2006, p. 139-144 ;

—, « Limites e potencialidades da pesquisa colaborativa com sementes crioulas entre grupos sociais produtores », *Ciência, tecnologia, sociedade para a construção da agroecologia*, vol. 7, 2014, p. 85-101.

—, et al., *Manejo da diversidade genética do milho e melhoramento participativo em*

comunidades agrícolas nos estados do Rio de Janeiro e Espírito Santo, *Boletim de pesquisa e desenvolvimento* n° 32, Planaltina (Brésil), Embrapa, 2002, 22 p.

MAHIAS, Marie-Claude, *Le Barattage du monde. Essai d'anthropologie des techniques en Inde*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'Homme, 2002, 374 p.

MARTIN, Jean-Philippe, « Les contestations paysannes autour de 1968. Des luttes novatrices mais isolées », *Histoire et Sociétés rurales* n° 41, 2014, p. 89-136.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala, 1995, 228 p.

PIONETTI, Carine, *Semences et savoirs en Inde. Diversités en périls*, Neuilly-Plaisance, Éd. Cultures croisées, 1998, 131 p.

PRADERVAND, Pierre, *Une Afrique en marche. La révolution silencieuse des paysans africains*, Paris, Plon, 1989, 336 p.

PRETTY, Jules, « Farmers' extension practice and technology adaptation: agricultural revolution in 17th-19th century Britain », *Agriculture and Human Values*, vol. 8, 1-2, 1991, p. 132-148.

STENGERS, Isabelle, *Sciences et pouvoirs. La démocratie face à la technoscience*, Paris, La Découverte, 1997, 120 p.

VILMORIN, Louis de, « Note sur la création d'une nouvelle race de betterave et considération sur l'hérédité des plantes », *Comptes rendus de l'Académie des sciences*, vol. XLIII-18, Paris, 1856, p. 871-874.

Resumen : Peasant techniques are often considered as empirical learning by doing, as opposed to the elaborate knowledge of scientists and scholars. This opposition is the manifestation, and the tool, of a symbolic, scientific, social, economic and political program of organization. Several contemporary examples of the « peasant selection » of plants highlight how collective peasant practice can both lead to the elaboration of a corpus of knowledge and to the reassessment of the scientific and social relationships between the groups involved in agriculture. The « anthropology of knowledge » allows us to identify the main characteristics and functions of an expertise, and to question accepted hierarchies, especially the ones based on the distinction between what is oral and what is written. From this vantage point, we observe that peasant selection is indeed a deliberate and scholarly construction, particularly when it goes beyond a conservationist and patrimonial stance. Thus, peasant knowledge reintegrates a continuous social dynamic which could lead us to reevaluate entirely the historical writings of the past few centuries.

Palabres clave : Knowledge, learning by doing, peasant selection, Réseau Semences Paysannes, power relationships, written discourse, orality, anthropology.

Abstracts : Se cualifican a menudo las técnicas campesinas como savoir faire empíricos, oponiéndolos a los saberes elaborados por científicos y letrados. Esta oposición es el testigo y la herramienta de una organización simbólica, científica, social, económica y política. Varios ejemplos contemporáneos de “selección campesina” de plantas ilustran como las prácticas campesinas colectivas pueden conducir a elaborar conocimientos y a cuestionar las relaciones científicas y sociales entre actores del mundo agrícola. “La antropología de los saberes” permite poner de manifiesto las principales características y funciones de los saberes y cuestionar las jerarquías basadas en particular en la oposición entre oral y escrito. De manera que constatamos que la selección campesina pertenece a una elaboración deliberada y sabia, sobre todo cuando supera el enfoque conservador y patrimonial. Y así, los saberes campesinos se inscriben en una dinámica social continua que podría darnos una nueva visión sobre los escritos históricos de los últimos siglos.

Keywords : Saberes, savoir faire, selección campesina, Red Semillas Campesinas, relaciones de poder, escrito, oralidad, antropología.